REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 20 au 26 octobre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement..... 2
- Résilience des zones côtières
- Nettoyage des côtes : L'Union européenne et la Tourism Authority lancent leur campagne

1.2 Pêche.....5
- Maurice : les supermarchés prêts à boycotter le thon de l'océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Diplomatie.....8
- Rencontre Maeci-Groupe d'opérateurs économiques I «Vous êtes les piliers de la diplomatie»

2.2 Environnement.....10
- Wakashio : une nouvelle délégation d'experts japonais arrive à Maurice

2.3 Pêche.....11
- Secteur halieutique-Renforcement de capacité des agents de pêche

2.4 Elections aux Seychelles 12
- Wavel Ramkalawan élut président des Seychelles avec près de 55 % des voix

Résilience des zones côtières



Le Cabinet a pris note de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme «Accroissement de la résilience des côtiers des pays du sud-ouest de l'océan Indien» (RECOS) par la Commission de l'océan Indien. Le programme, d'une durée de cinq ans, devrait contribuer à:
a) renforcer la gouvernance nationale et régionale des écosystèmes côtiers et marins;
(b) développer un cadre de coopération et promouvoir l'échange de connaissances scientifiques sur ces écosystèmes; et
(c) la mise en œuvre de projets novateurs pour la préservation et la gestion durable des écosystèmes côtiers et marins.

À Maurice, le programme RECOS couvrira les activités suivantes :

(i) les travaux de restauration de la plage de Flic-en-Flac;
(ii) un appel à projets pour lequel un financement a été affecté à la restauration d'autres zones côtières dégradées critiques;
(iii) la préparation du plan de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) pour cinq districts de Maurice à savoir Pamplemousses, Rivière du Rempart, Flacq, Grand Port et Savanne;
(iv) appui au Comité GIZC de Maurice; et
(v) le renforcement des capacités à travers des programmes d'échange régionaux et un appui à la communauté scientifique.

Nettoyage des côtes : L'Union européenne et la Tourism Authority lancent leur campagne



« Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz ». La délégation de l'Union européenne (UE) et la Tourism Authority (TA) ont lancé cette campagne de nettoyage le mercredi 23 septembre 2020. Elle culminera avec une grande journée de nettoyage le 18 octobre 2020 à Mon-Choisy.



François Rogers président de Reef Conservation, Lindsay Morvan, DG de la Tourism Authority, et Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne à Maurice, lors de la signature de l'accord.

Mercredi, des membres de la délégation de l'UE et ceux de la TA ont entamé la campagne avec le nettoyage de la plage de Rivière-des-Créoles affectée par le déversement d'hydrocarbures suite à l'échouement du MV Wakashio, le 25 juillet dernier. Le but, c'est de sensibiliser les citoyens à la protection de l'océan et des zones côtières. Le Défi Media Group est aussi un partenaire de cette initiative.

D'ailleurs, l'ambassade de France, l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Antenne de la Région Réunion (membres de la Team Europe), les

représentants du ministère de l'Environnement, de la Beach Authority, de la Commission de l'océan Indien et ceux engagés dans la protection des écosystèmes terrestres et marins participent à la campagne. Cette initiative fait partie de la campagne globale #EUBeachCleanUp, mise en œuvre chaque année, en septembre, par les délégations de l'UE à travers le monde depuis 2016. **Suite de l'article**

Maurice : les supermarchés prêts à boycotter le thon de l'océan Indien



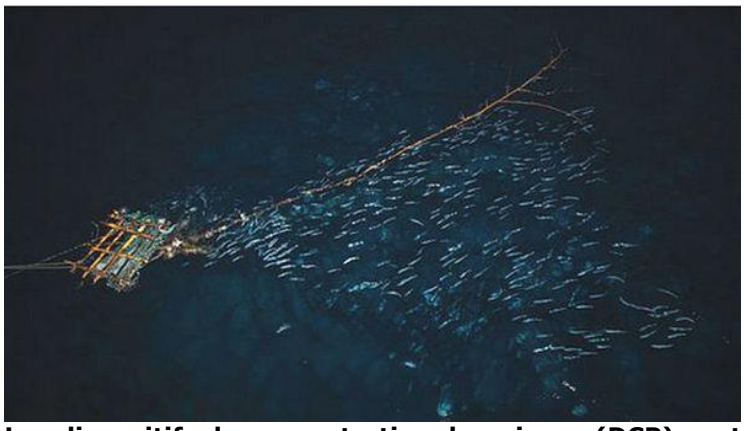
Banc de thons dans l'océan Indien. · ©Marc Taquet IRD/Ifremer

Quatre espèces de thons de l'océan Indien sont menacées d'extinction. Des chaînes de supermarchés britanniques et européennes annoncent leur intention de boycotter l'achat de ces poissons, si un moratoire pour la gestion de la ressource n'est pas signé par la Commission de l'océan Indien.

Le thon jaune (albacore), le big eyes (obèse), le thon blanc (germon) et la bonite kalou (bonite à ventre rayée) de l'océan Indien sont en danger. Les stocks s'effondrent selon les études des organisations non-gouvernementales, comme Green Peace, qui luttent pour la protection de l'environnement. Cette sonnette d'alarme a été entendue en Grande-Bretagne et en Europe où les supermarchés, principaux clients des pêcheries basées à l'île Maurice, ont annoncé leur intention de réduire, voire d'arrêter, d'acheter du thon sans un moratoire précis sur la pêche de ces espèces dans notre région.

La Commission de l'océan Indien est directement visée par cette menace de boycott. La première alerte a été lancée par les "clients" en 2015. En l'absence de mesures, ils ont décidé d'agir en 2017 en réduisant de 40% leurs importations d'albacores. Cette première action n'ayant pas incité la Commission à intervenir, Princes et IBL Seafood, deux des principaux clients, ont tenté de sensibliser le gouvernement mauricien à agir écrit Inside News.

La surpêche a augmenté avec la mise en service des thoniers senneurs

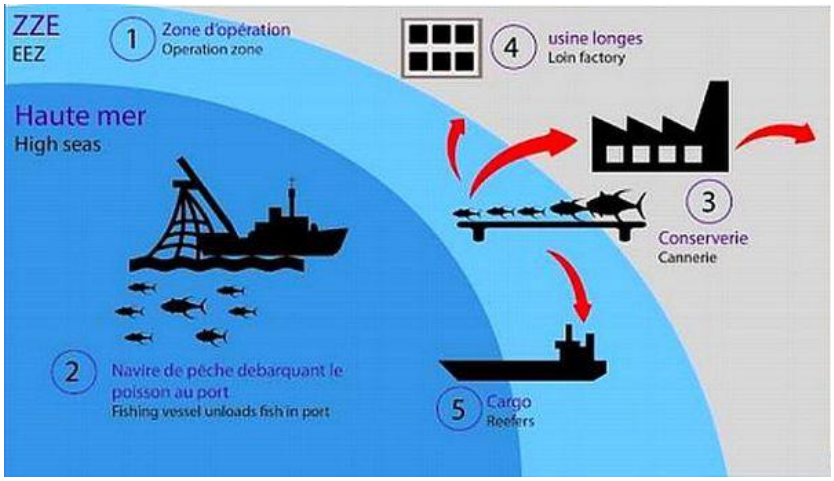


Les dispositifs de concentration du poisson (DCP) sont des radeaux rudimentaires équipés de balises GPS qui permettent de les localiser • ©Greenpeace

Les ONG environnementales telles que la World Wildlife Fund (WWF), Pew Charitable Trusts, International Pole and Line Foundation (IPNLF) et ISSF (International Seafood Sustainability Foundation) dénoncent cette situation depuis 2016. Il y a quatre ans, Le Monde s'interrogeait sur l'avenir du thon jaune de l'océan Indien et soulignait que le point de non-retour serait atteint dès 2017. Pourtant, rien n'a été fait ! Pire, c'est en 2017 que la pression s'est accentuée sur la ressource.

Aujourd'hui, l'albacore, le thon obèse, mais également la bonite à ventre rayé sont en danger. Ils ont été placés sur la liste des espèces menacées d'extinction. Les stocks de germon sont un peu plus dense, mais là encore la pression devient très forte. L'apparition des thoniers senneurs dans l'océan Indien a fragilisé toutes les espèces pélagiques comme l'écrivait en juin 2016 Science et Avenir. Les filets qui entourent les DCP de ces bateaux emportent le banc de thon et leurs prédateurs, sans la moindre distinction.

Les supermarchés demandent des quotas pour préserver la ressource



Mode opératoire, chaîne de transformation et de valeur ajoutée de la filière industrielle thonier senneur • ©OVPOI

À la Réunion, l'Ifremer a déjà lancé des études sur le sujet en 2018 et de nombreuses autres sont cours. Tous les spécialistes de la mer s'inquiètent pour la ressource dans les océans.
Très longtemps, les hommes ont pensé que la mer était inépuisable. Cependant, les années passent, les captures diminuent, en nombre et en taille. Des exemples similaires ont été constatés dans d'autres mers et avec d'autres poissons. La surpêche est une réalité qui oblige à la mise en place de quotas pour préserver l'avenir de cette filière.

Dès 2018, les prélèvements ont permis d'établir que l'avenir de l'albacore devenait incertain. Les stocks étaient déjà dans le rouge à cette date. Pour les trois autres espèces, la dérive vers ce point de non-retour est entamée, mais pas encore définitve. Il est possible d'agir de manière moins brutale que pour le thon albacore dont la survie dans l'océan Indien est désormais en question. La Commission de l'océan indien chargée de la gestion de la pêche se penchera sur ces dossiers urgents, du 2 au 6 novembre 2020.

Rencontre Maeci-Groupe d'opérateurs économiques I «Vous êtes les piliers de la diplomatie»



Le ministre des Affaires étrangères, Dhoihir Dhoulkamal, a reçu des jeunes hommes et femmes entrepreneurs et d'autres exerçant dans le secteur informel. Pour lui «les opérateurs économiques vont nous guider dans la formulation des nouvelles orientation de la coopération économique et de la diplomatie comorienne en général. Ils sont nos ambassadeurs économiques".

Souhaitant mettre en avant la diplomatie économique, le ministre des Affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal a reçu hier mardi à la salle de conférence de son ministère plusieurs jeunes femmes et hommes entrepreneurs mais aussi du secteur informel. Au menu des discussions : "faire du secteur privé, un levier incontournable dans la création d'emplois et un moyen de promouvoir efficacement le pays à l'intérieur comme à l'étranger". Le chef de la diplomatie comorienne a montré sa disponibilité à accompagner les commerçants et à faciliter leurs activités à l'étranger.

"Je suis le chef de la diplomatie et donc votre intermédiaire et facilitateur. Nous sommes là pour vous écouter, vous soutenir car vous êtes nos ambassadeurs économiques. Vous avez le pouvoir de nous imposer la carte diplomatique de notre pays. C'est à vous de nous dire les accords que nous devons signer avec les différents pays et partenaires. C'est à vous de nous dire votre vision de l'économie intérieure et extérieure. Et c'est à vous de nous dire ce que vous avez besoins pour développer les secteurs économiques. Nous avons l'obligation de vous écouter et de faciliter vos

activités ici et ailleurs", persiste le nouveau patron de la diplomatie. Dhoihir Dhoulkamal a, par ailleurs, appelé les commerçants à croire à l'émergence et à s'engager davantage pour le développement économique et à la création d'emplois. "Nous devons être des acteurs engagés pour le développement économique de notre pays. Croyez-moi, si vous acceptez de travailler dans ce sens, nous allons développer notre pays et relever le défi de faire de l'Union des Comores un pays émergent à l'horizon 2030".

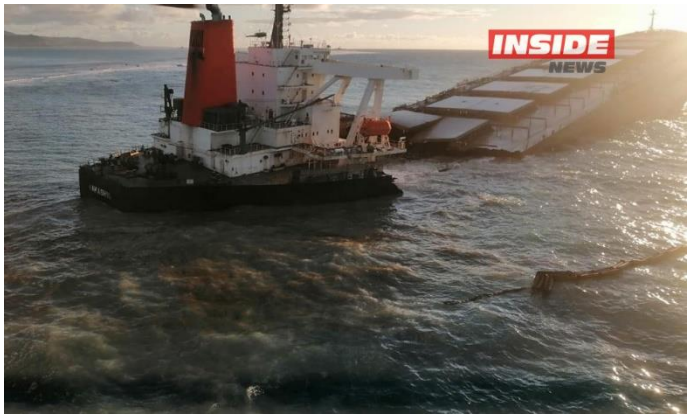
A son tour, le président du Réseau des jeunes entrepreneurs, Ibrahim Ali Mohamed, a remercié le ministre des Affaires étrangères pour son engagement à accompagner les jeunes entrepreneurs. Il a plaidé pour l'accompagnement des jeunes dans la création d'emplois. "Il y a des initiatives et des engagements mais il manque les moyens. Les autorités doivent accompagner les jeunes dans la création d'emplois à travers un appui financier". Pour la présidente Efoi-Océan indien, Naila Abbas, le gouvernement doit miser beaucoup plus sur le secteur agricole qui pourrait, selon elle, offrir d'immenses opportunités en matière de création d'emplois et répondre à la politique de l'autosuffisance alimentaire.

"Le Comesa accepte de nous aider à développer la filière manioc. Nous sollicitons l'appui de l'Etat pour répondre aux besoins des Comoriens mais aussi de la région en manioc". D'autres jeunes entrepreneurs comme la présidente régionale de Synergie-jeunes au niveau de l'Océan indien, Faridat Djalim, ont remercié le ministère et l'Officier permanent de liaison (Opl) pour l'accompagnement dans la mise en œuvre de projets portés par des jeunes. Comme leurs collègues, Lael Abdoulkader a exhorté le gouvernement d'appeler les partenaires au développement des Comores à aider les jeunes à la formation. "Nous demandons la mise en place des programmes de formation pour améliorer nos savoir-faire et pouvoir nous prendre en charge nous-même ", dira-t-il.
Chamsoudine Saïd Mhadji

Pour en savoir plus :

- http://lagazettedescomores.com/politique/dhoulkamal-privil%C3%A9gie-le-secteur-priv%C3%A9-dans-sa-politique-%C3%A9trang%C3%A8re-.html

Wakashio : une nouvelle délégation d'experts japonais arrive à Maurice



3 mois après le naufrage du MV Wakashio, une autre délégation d'experts japonais arrive au pays cette semaine afin d'évaluer les dégâts causés par le vraquier. Cette équipe composée des responsables de l'Agence japonaise de coopération internationale, a quitté le Japon le samedi 24 octobre pour rejoindre les membres de la Disaster Relief Team à Maurice.

Cette nouvelle équipe aura un délai de deux mois pour élaborer un programme d'aide sur le plan environnemental suite à l'échouement du MV Wakashio en juillet dernier. Jusqu'au présent le japon a envoyé trois équipes d'urgences, qui ont été chargées du nettoyage du lagon, ainsi que des sites affectés par la fuite d'hydrocarbure.

Parmi la délégation, on note aussi la présence de sept enquêteurs de la Japan Transport Safety Board. Leur mission sera de situer la responsabilité de l'équipage du Wakashio dans le naufrage du vraquier. Ils devront par la suite faire un bilan au gouvernement japonais.
Pour rappel, c'est en septembre dernier que le ministre des Affaires étrangères japonais avait donné l'assurance au Premier ministre, Pravind Jugnauth que le Japon accorderait tout son soutien à l'industrie de la pêche locale et à la sécurité maritime affectées par le naufrage du vraquier.

Secteur halieutique – Renforcement de capacité des agents de pêche

24 octobre 2020 Commenter Harilalaina Rakotobe 119 Vues 2 minute(s) pour lire



Les agents du ministère en charge de la Pêche se sont penchés sur les algues marines et la spiruline.

Une cinquantaine d'agents des services décentralisés du ministère de l'agriculture et de la pêche ont terminé hier la formation en algoculture et holothuriculture à Toliara. Ces agents ont ainsi bénéficié d'un renforcement de capacité sur les systèmes de culture d'algues marines et de la spiruline arthrospiraplatensis, les cycles biologiques et les techniques d'élevage respectives d'holothuries et d'algues, les critères d'identification des sites favorables à l'algoculture et l'aménagement des lieux de culture.

Ils ont aussi abordé les exigences en matière de conservation de l'environnement, la gestion d'alimentation et des maladies, les traitements post-récolte ou encore les analyses socio-économiques des filières. Fraîchement formés, ils sont désormais des formateurs et vulgarisateurs. Ils pourront apporter et partager leur expertise auprès des communautés d'aquaculteurs réparties dans les vingt-deux régions de Madagascar. Ces responsables sont attendus à vulgariser les acquis de la formation pour développer, d'une manière durable, l'aquaculture marine dans toute l'île.

« L'augmentation de la production halieutique est l'un des principaux moyens qui contribue à l'autosuffisance alimentaire et à l'augmentation des revenus des communautés des pêcheurs. Différentes régions de Madagascar sont favorables à l'algoculture et à l'holothuriculture comme Atsimo Andrefana, Diana, Sava et Analanjirofo, selon des études menées antérieurement. » rapportent les responsables du projet Swiofish en charge de la formation de ces agents de pêche.

Wavel Ramkalawan élut président des Seychelles avec près de 55 % des voix

| By: **Rassin Vannier**



La Commission Électorale des Seychelles a annoncé ce dimanche matin que Ramkalawan avait obtenu 54.9 % des suffrages exprimés contre 43,5 pour le président sortant Danny Faure. (Rassin Vannier Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - **Wavel Ramkalawan** devient le 5e président des Seychelles.
Il a été élu lors des élections présidentielles historiques qui ont eu lieu du 22 au 24 octobre à travers l'archipel.
La Commission Électorale des Seychelles a annoncé ce dimanche matin qu'il avait obtenu 54.9 % des suffrages exprimés contre 43,5 pour le président sortant Danny Faure.
Le président sortant Danny Faure a reconnu sa défaite et souhaitée bonne chance, à Wavel Rankalawan.
Le Parti United Seychelles a dirigé le pays pendant 43 ans.
Ramkalawan a lancé un appel pour que tout le monde puisse travailler ensemble pour faire avancer le pays**. Suite de l'article**

